



**CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE : LES DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA BIOÉNERGIE :
ROME, ITALIE, 3-5 JUIN 2008**

La Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et de la bioénergie s'est ouverte le 3 juin et se poursuivra jusqu'au 5 juin au Siège de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) à Rome, Italie. La Conférence comprendra un Segment de haut niveau et un Comité plénier. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence, un certain nombre de réunions d'experts et de consultations des parties prenantes ont été organisées de janvier à avril 2008 au même endroit. Ces réunions et ces consultations ont abouti à la production d'un Document de synthèse qui rassemble les réponses et les options identifiées, et d'un certain nombre de documents techniques. Le présent Bulletin résume ce processus préparatoire, ainsi que d'autres réunions internationales pertinentes.

PROCESSUS PRÉPARATOIRE

REUNIONS D'EXPERTS: Changements climatiques et Biodiversité pour l'Alimentation et l'Agriculture : Cette réunion d'experts, qui a eu lieu les 13 et 14 février 2008, avait pour objectif d'identifier les questions clés relatives aux changements climatiques et à la biodiversité, et de contribuer à l'élaboration d'une politique d'adaptation aux changements climatiques en ce qui concerne la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture. Les participants se sont accordés sur un certain nombre de suggestions pour les actions futures sur : le développement des connaissances de base pour suivre les tendances en matière de biodiversité et de risques associés; la coopération intersectorielle et la planification intégrée; le renforcement des capacités d'adaptation à travers la gestion de la biodiversité dans les systèmes agricoles, le développement des plans et des politiques de ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture à la lumière des changements climatiques.

Politiques, Marchés et Commerce de Bioénergie, et Sécurité Alimentaire; et Perspectives mondiales sur la Sécurité alimentaire et énergétique : Ces deux réunions d'experts, organisées conjointement du 18 au 20 février 2008, avaient pour but de faire le point sur les politiques mondiales en matière de bioénergie, leur nature et leur raison d'être. Les participants ont mis l'accent sur la situation actuelle et sur les perspectives d'avenir des biocarburants, et ont identifié les domaines d'action prioritaires pour faire face aux effets des changements climatiques et de la production des biocarburants sur la sécurité alimentaire. Ils ont identifié les possibilités potentielles que comporte la production des biocarburants pour le développement agricole et rural, qu'ils ont résumées dans une série de douze messages clés. Ces messages incluent la nécessité :

- d'une analyse approfondie des impacts des politiques bioénergétiques actuelles;
- d'intégration et de cohérence des politiques entre les niveaux nationaux et mondiaux d'une part, et entre les secteurs publics et privés d'autre part;
- d'une méthodologie commune pour l'analyse du cycle de vie des émissions des gaz à effet de serre (GES);
- des normes approuvées au niveau international, pour faire face aux effets de la production de la bioénergie sur l'environnement mondial;

- des directives sur l'évaluation et la déclaration des GES, les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et le non-respect des barrières commerciales; les politiques permettant de lier la production alimentaire et la production de la bioénergie;
- de diffuser les connaissances de base relatives aux questions d'accréditation, de conformité et de coûts de leur application; de considérer les biocarburants dans le contexte général de la diversité énergétique; et
- d'intégrer les politiques locales, régionales ou internationales qui ont une incidence sur le secteur agricole et l'économie rurale.

Maladies et organismes nuisibles transfrontières liés au climat, y compris les espèces aquatiques concernées. Cette réunion d'experts, qui s'est déroulée du 25 au 27 février 2008, a fait le point sur les connaissances actuelles concernant les liens entre les changements climatiques et l'évolution des risques de maladies et d'organismes nuisibles pour les plantes et les animaux, y compris la relation avec la santé humaine et la sécurité alimentaire. Les participants y ont reconnu la nécessité d'une meilleure évaluation des impacts des changements climatiques sur les organismes nuisibles et les maladies des animaux et des plantes, ainsi que sur la prolifération d'espèces aquatiques étrangères. Ils ont mis l'accent sur la nécessité du renforcement des capacités et sur les actions prioritaires à mener aux niveaux national, régional et international.

Changements climatiques, Eau et Sécurité alimentaire: Cette réunion d'experts qui s'est tenue à Rome du 26 au 28 février 2008, a fait le point sur les différents scénarios quant à l'impact des changements climatiques sur le régime hydrologique mondial, ainsi que les effets qu'ils pourraient avoir sur la gestion des eaux aux fins de la production alimentaire. Les participants y ont identifié la nécessité : d'atténuer la rareté des ressources; de maintenir la capacité de production; de rationaliser l'adaptation; de résoudre le déficit actuel des connaissances et les besoins de renforcement des capacités; et de mettre en place des mécanismes de financement.

Changements climatiques et gestion des risques de catastrophes: Cette réunion d'experts, qui a eu lieu les 28 et 29 février 2008, s'est penchée sur les liens intersectoriels entre les changements climatiques et la réduction et la gestion des risques de catastrophes, et a accordé une attention particulière aux conséquences des changements climatiques sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. La réunion a mis l'accent sur les aspects du changement climatique liés à l'augmentation de la fréquence et à l'intensité des événements climatiques extrêmes tels que la sécheresse, les inondations, les tempêtes et les incendies de forêts.

Les participants y ont identifié une série d'actions prioritaires, notamment : l'évaluation systématique des risques au niveau national et local; l'intégration de l'atténuation des risques climatiques et l'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs climatiques sensibles; l'amélioration de l'utilisation de l'information relative aux changements climatiques; le renforcement des systèmes d'alerte précoce et des mécanismes d'alerte rapide basés sur la population, pour déclencher une action rapide; le renforcement de la préparation pour une réponse efficace; et l'accroissement des ressources et l'engagement politique pour l'atténuation de la vulnérabilité.

Changement climatique: Adaptation et Atténuation. Cette réunion d'experts, qui s'est tenue du 5 au 7 mars 2008, a examiné les différentes mesures d'atténuation des effets des changements climatiques et d'adaptation intégrant les spécificités liées au sexe, ainsi que les stratégies de mise en œuvre comportant un potentiel significatif pour maintenir ou améliorer la sécurité alimentaire d'une manière durable et économiquement viable. Les participants se sont accordés

sur des options pour les décideurs sur un certain nombre de sujets, notamment : le piégeage du carbone dans l'agriculture et les forêts; les capacités liées au climat dans les domaines de l'agriculture, des forêts et des pêches; et le développement de politiques et d'instruments financiers.

Changements climatiques et Pêches et Aquaculture : Cette réunion d'experts qui s'est déroulée du 5 au 7 mars 2008, a examiné les effets des changements climatiques sur les pêches et l'aquaculture, ainsi que les mesures d'atténuation. Les participants y ont adopté des options pour les décideurs sur : le développement des connaissances de base; une politique, un cadre juridique et de mise en œuvre à tous les niveaux; des structures techniques et organisationnelles pour le renforcement des capacités; et l'intégration des préoccupations liées à la sécurité alimentaire dans les mécanismes de financement existants et nouveaux.

CONSULTATIONS DES PARTIES PRENANTES:
Consultation de la société civile. Cette consultation s'est tenue les 15 et 16 février 2008, en liaison avec le Forum paysan organisé les 11 et 12 février par le Fonds international pour le développement agricole (FIDA). La consultation a réuni 91 participants venus de 66 organisations représentant des organisations d'agriculteurs, des organisations non-gouvernementales (ONG) œuvrant dans les domaines de l'environnement et du développement, des organisations des peuples autochtones, des organisations de défense des droits de l'homme, des organisations féminines, des réseaux d'ONG internationales et des institutions universitaires. Les participants y ont identifié plusieurs domaines nécessitant une analyse et une surveillance supplémentaires, et ont fait des recommandations pour le développement des normes de durabilité des bioénergies, des stratégies climatiques intégrant les spécificités liées au sexe, et les autres paradigmes de sécurité alimentaire. Les parties prenantes ont soutenu que les bioénergies devraient être considérées dans le cadre global de l'ensemble des options énergétiques et ont appelé à un changement vers de nouvelles sources d'énergie, plus durables.

Consultation du secteur privé: Cette consultation a eu lieu les 27 et 28 mars 2008 sous l'égide de l'Initiative de Rome 2007, un groupe de travail du secteur public/privé lancé en 2007 par la FAO, le FIDA, le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Mécanisme mondial. Les participants incluaient plusieurs sociétés du secteur privé et des représentants des institutions susmentionnées qui ont leur siège à Rome. Trois groupes de travail ont débattu des options politiques, des recommandations et du potentiel des partenariats publics/privés, en réponse aux défis posés à la sécurité alimentaire par les changements climatiques et la bioénergie. Parmi les sujets abordés figuraient l'agriculture et l'agro-industrie, le secteur financier et le transfert des technologies, et les besoins énergétiques. Se concentrant sur l'identification des possibilités d'utilisation des mécanismes de financement liés aux changements climatiques existants et émergents, chaque groupe de travail a identifié: des options stratégiques pour des actions aux niveaux national, régional et international dans le contexte des négociations de l'après-2012; des domaines de collaboration; des propositions pour la coopération et des partenariats, ainsi que des possibilités pour d'autres domaines de collaboration entre le secteur privé et les agences et institutions de l'Organisation des Nations unies.

LE DOCUMENT DE SYNTHÈSE: Le Document de synthèse, Sécurité alimentaire mondiale: les défis des changements climatiques et de la bioénergie (HLC/08/INF/5), passe en revue l'état actuel des connaissances concernant les principaux défis posés à l'agriculture, la sylviculture et la pêche, notamment: l'évolution des vulnérabilités dans le système alimentaire; les répercussions sur l'approvisionnement alimentaire et la demande; les prix des produits de base; la nutrition et la sécurité alimentaire, et la stabilité du système d'approvisionnement alimentaire. Les participants à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale examineront les stratégies, les politiques et les programmes proposés dans ce Document, en vue d'identifier les recommandations pertinentes pour le rapport de la Conférence de haut niveau.

PROJET DE DÉCLARATION: Un groupe de contact informel à composition non limitée a été constitué pour préparer un projet de déclaration pour adoption par la Conférence de haut niveau. Le Groupe s'est réuni pour la première fois le 9 mai 2008 et neuf fois au cours des trois semaines qui ont suivi. Le Groupe a produit un projet de déclaration contenant certains passages entre crochets qui seront examinés par le Comité plénier au cours de la Conférence (HLC/08/3).

AUTRES RÉUNIONS PERTINENTES

PREMIÈRE CONSULTATION TECHNIQUE DE LA FAO SUR LA BIOÉNERGIE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : Les spécialistes du monde entier se sont

réunis au siège de la FAO à Rome, en Italie, du 16 au 18 avril 2007 pour examiner la production de bioénergie et les possibilités et risques associés pour la sécurité alimentaire et l'environnement. Les participants ont convenu que les gouvernements peuvent utiliser la bioénergie comme une force positive pour le développement rural, si les problèmes environnementaux et de sécurité alimentaire sont pris en compte. La réunion a recommandé que la Plate-forme internationale de la FAO sur la bioénergie élabore un ensemble de lignes directrices pour les gouvernements et les investisseurs potentiels, à utiliser lors de l'examen des problèmes posés par l'industrie des bioénergies.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES BIOCARBURANTS : Cette réunion de haut niveau, qui s'est tenue les 5 et 6 juillet 2007 à Bruxelles, Belgique, a lancé la discussion sur le développement d'une approche internationale des bioénergies et sur la manière d'en tirer des avantages potentiels tout en assurant un développement durable et en évitant de nouveaux risques. Des orateurs parmi lesquels le Président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva et le président de la Commission européenne (CE) José Manuel Barroso, ont parlé du développement du commerce international dans le domaine des bioénergies, ainsi que des questions environnementales et de développement liées.

DEUXIÈME CONSULTATION TECHNIQUE DE LA FAO SUR LA BIOÉNERGIE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE Cette série de consultations organisées à Rome, Italie, les 5 et 6 février 2008, avait pour but l'examen et la finalisation par des pairs du cadre de bioénergie et Sécurité alimentaire qui évalue le lien entre le développement des bioénergies et la sécurité alimentaire. Les participants ont approuvé le cadre analytique global de Bioénergie et Sécurité alimentaire pour l'évaluation des impacts des différents types de bioénergie sur la sécurité alimentaire, et appelé à son déploiement rapide au niveau national. Ils ont également reconnu que les évaluations de l'équilibre des gaz à effet de serre seraient essentielles pour les pays désireux d'exporter des biocarburants et que l'harmonisation des méthodes de calcul devrait être accélérée. Les résultats de la réunion soulignent la nécessité d'adapter le développement des bioénergies aux conditions, systèmes agricoles, traditions culturelles, savoir-faire local et aux moyens d'existence ruraux spécifiques à chaque pays. Les experts ont demandé que les résultats de la consultation soient portés à l'attention de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale.

RÉUNION SEMI-ANNUELLE DES CHEFS DES AGENCES DES NATIONS UNIES AVEC LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES. Au cours de la réunion semi-annuelle du Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, avec les chefs des agences des Nations unies tenue les 28-29 avril 2008, Ban a annoncé les plans visant à développer une stratégie globale pour faire face à la crise alimentaire mondiale. Un groupe de travail spécial coordonné par le Sous-secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, John Holmes et David Nabarro, Coordonnateur principal du système des Nations unies pour les grippez aviaire et humaine, a été créé. Le groupe de travail spécial, qui est présidé par Ban et qui comprend les responsables de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, du PAM, de la FAO, du FIDA, et de l'OMC, a développé un plan d'action sur la sécurité alimentaire mondiale, pour examen à la Conférence de haut niveau.

CDD-16: La 16e session de la Commission du développement durable (CDD-16) s'est déroulée du 5 au 16 Mai 2008 à New York, Etats-Unis, pour examiner le module thématique Agriculture, Développement rural, Sols, Sécheresse, Désertification et Afrique. Les participants ont souligné les liens entre l'ordre du jour thématique de la session et la crise alimentaire actuelle et les changements climatiques. La CDD-16 a identifié les principaux facteurs de prix des produits alimentaires, à savoir : la dégradation des sols, les coûts élevés de l'énergie, les changements climatiques, les mauvaises récoltes, les spéculations sur les produits agricoles, l'iniquité des termes de l'échange, la diminution des investissements dans le développement agricole et l'augmentation de la production des biocarburants à partir des cultures vivrières.

RÉUNION SPÉCIALE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL SUR LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE : Le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) a tenu une réunion spéciale sur la crise alimentaire mondiale du 20 au 22 mai 2008 au Siège de l'ONU à New York, Etats-Unis. Les participants y ont convenu des priorités à court terme, notamment, des mesures immédiates à prendre par les donateurs et les gouvernements pour permettre aux agriculteurs de répondre à la demande pour la production. Ils ont également identifié des mesures à moyen et à long termes pour lutter contre la crise alimentaire visant notamment à un réexamen du montant de l'aide publique au développement consacrée à l'agriculture.